

Rapport de gestion
CORPORATION FIERA CAPITAL
Trimestre clos le 31 mars 2015



FIERACAPITAL

Table des matières

Mode de présentation	1
Déclarations prospectives.....	2
Vue d'ensemble de la Société	2
Événements importants	3
Vue d'ensemble des marchés.....	4
Sommaire du rendement du portefeuille	6
Principales tendances	7
Points saillants du trimestre clos le 31 mars 2015.....	9
Sommaire des résultats trimestriels	11
Résultats d'exploitation et performance globale.....	13
Sommaire des résultats trimestriels	26
Situation de trésorerie et sources de financement.....	31
Contrôles et procédures.....	37
Instruments financiers.....	38
Gestion du capital	38
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	38
Nouvelles méthodes comptables.....	38
Mesures non conformes aux IFRS	41
Risques liés aux activités	42

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Le présent rapport de gestion, daté du 12 mai 2015, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (« la Société », « Fiera Capital » ou « nous ») pour le trimestre clos le 31 mars 2015. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes au 31 mars 2015 et pour le trimestre clos à cette date.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales entièrement détenues, Fonds Fiera Capital Funds inc. (« FFCI ») (anciennement Fonds Fiera Sceptre inc.), qui est inscrite auprès de diverses commissions des valeurs mobilières provinciales à titre de courtier de fonds communs de placement et membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds communs de placement, Fiera US Holding Inc. (qui détient Bel Air Investment Advisors LLC, Bel Air Management LLC, Bel Air Securities LLC et Wilkinson O'Grady & Co. Inc.), Fiera Quantum GP Inc. et 9276-5072 Québec Inc. (qui, collectivement, détiennent une participation de 55 % donnant le contrôle dans Société en commandite Fiera Quantum, qui détient FQ ABCP GP Inc. et FQ GenPar LLC) et 8645230 Canada Inc. (qui détient Gestion Fiera Capital S.a.r.l.). Tous les soldes et transactions intersociétés ont été éliminés à la consolidation.

La Société exerce un contrôle conjoint sur Fiera Axiom Infrastructure Inc. (« Fiera Axiom »), entité spécialisée en investissement dans les infrastructures, et sur Fiera Immobilier Limitée (« Fiera Immobilier »), entité spécialisée en investissement immobilier. Les résultats financiers des participations de la Société dans ses coentreprises sont intégrés aux résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence.

Les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

MODE DE PRÉSENTATION

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et, par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour des états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2014 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrite à la note 3. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société pour 2014, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société présente le résultat ajusté avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ajusté »), le résultat net ajusté et le résultat en trésorerie comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS sont définies à la page 41.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, le rendement de ses placements, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Fiera Capital est une société de gestion de placements indépendante de plein exercice offrant des produits multiples, des services-conseils et des services connexes, cumulant environ 91 milliards de dollars d'actifs sous gestion, ce qui comprend les actifs sous gestion de ses coentreprises. La Société détient des participations dans les coentreprises Fiera Axium Infrastructure Inc., entité spécialisée en investissement dans les infrastructures, et Fiera Immobilier Limitée, entité spécialisée en investissement immobilier, à l'égard desquelles elle exerce un contrôle conjoint. Le modèle d'affaires de Fiera Capital repose avant tout sur la prestation de services de gestion de placements axés sur l'excellence auprès de ses clients. Fiera Capital offre aux investisseurs institutionnels, aux clients de gestion privée et à des investisseurs individuels diverses solutions de placement faisant appel à des stratégies de placement diversifiées. En plus de gérer les comptes de ses clients sur une base individuelle (les « comptes gérés »), Fiera Capital a recours à des fonds en gestion commune pour gérer ses catégories d'actifs spécialisées et pour regrouper les actifs de plus petits clients afin d'accroître la productivité des placements (les « fonds en gestion commune »). Afin de fournir aux investisseurs individuels un accès à ses services de gestion des placements, Fiera Capital agit aussi à titre de gestionnaire de portefeuille de certains fonds communs de placement, de certains fonds en gestion commune sur marchandises et du Fonds d'investissement RÉA II Fiera Capital inc. (les « fonds communs de placement »). Depuis l'acquisition de Propel Capital Corporation, Fiera Capital est devenue gestionnaire de placements de plusieurs fonds d'investissement à capital fixe inscrits à la TSX (les « fonds d'investissement à capital fixe » et, collectivement avec les fonds en gestion commune et les fonds communs de placement, les « Fonds »).

Les parts de certains fonds communs de placement sont distribuées par l'intermédiaire de Fonds Fiera Capital inc. (« FFCI ») (anciennement Fonds Fiera Sceptre inc.), filiale entièrement détenue de Fiera Capital. FFCI est membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds communs de placement et est inscrite dans la catégorie des courtiers de fonds communs de placement en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba, en Saskatchewan, en Ontario, au Québec, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et au Yukon. Fiera Capital est inscrite comme courtier sur le marché dispensé et gestionnaire de portefeuille dans toutes les provinces et dans tous les territoires du Canada. Fiera Capital est également inscrite comme gestionnaire de fonds d'investissement en Ontario, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador. De plus, puisque Fiera Capital gère des portefeuilles d'instruments dérivés, elle est inscrite comme « gestionnaire d'opérations sur marchandises » en vertu de la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* de l'Ontario, comme « conseiller » en vertu de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises* du Manitoba, ainsi que comme « gestionnaire de portefeuille en dérivés » en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés* du Québec.

Dans la foulée de l'acquisition des entités de Bel Air Investment Advisors LLC (« Bel Air »), de Bel Air Securities LLC (« Bel Air Securities ») et de Wilkinson O'Grady & Co Inc. (« Wilkinson »), Fiera Capital a résilié son inscription à titre de conseiller en placement auprès de la US Securities and Exchange Commission (« SEC »). Par conséquent, Fiera Capital n'est pas autorisée à fournir directement des services-conseils en placement à ses clients en sol américain.

Bel Air, Bel Air Securities et Wilkinson sont des filiales en exploitation américaines et fournissent une gamme de services de courtage et de conseils en placement aux clients des États-Unis. Bel Air exerce ses activités sous le nom commercial Fiera Asset Management USA et Wilkinson, sous le nom commercial Fiera Capital Global Asset Management.

Fiera Capital fournit des services de gestion de portefeuille, de recherche et de négociation aux clients de Bel Air et de Wilkinson conformément à une entente de « société affiliée participante » prise avec chacune des entités, au sens donné au terme dans une dispense de la SEC accordée par le personnel de la SEC et conformément à une telle dispense de la SEC qui peut être modifiée de temps à autre. Une entente de « société affiliée participante » permet à une société affiliée étrangère d'un conseiller en placement inscrit auprès de la SEC de fournir des services de conseils en placement par l'intermédiaire d'un tel conseiller en placement inscrit auprès de la SEC sans que la société affiliée étrangère n'ait à s'inscrire à titre de conseiller en placement auprès de la SEC.

Bel Air, sa filiale Bel Air Management, LLC et Wilkinson sont des conseillers en placement inscrits auprès de la SEC. Bel Air Securities est un courtier américain inscrit.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

L'exercice 2015 a commencé en force, toutes les principales données financières de la Société affichant une croissance d'une année sur l'autre.

Reconnaissance dans le secteur

Jean-Guy Desjardins, président du conseil d'administration et chef de la direction, a remporté le Award for Professional Excellence, la plus haute et la plus prestigieuse distinction remise par le CFA Institute. Il s'ajoute ainsi à la liste d'anciens récipiendaires se composant de Warren Buffett, de John Bogle, de Sir John Marks Templeton, de Peter Bernstein et de seulement neuf autres personnes au cours des 24 dernières années à avoir gagné ce prix.

Acquisition

Samson Capital Advisors LLC

Le 11 février 2015, la Société a conclu une entente visant l'acquisition de l'entreprise établie à New York, Samson Capital Advisors LLC, importante société de gestion de placements à revenus fixes américaine cumulant 7,5 milliards de dollars américains en actifs sous gestion au 31 mars 2015. La contrepartie totale versée à la conclusion de la transaction se chiffrera à environ 33,5 millions de dollars américains, sous réserve de divers ajustements. Cette acquisition, qui devrait se conclure au cours des prochains mois, accentuera la présence de la Société aux États-Unis dans le secteur de la gestion mondiale d'actifs. Il convient de prendre note que l'acquisition de Samson Capital Advisors LLC demeure assujettie aux conditions habituelles, y compris l'obtention de certaines approbations réglementaires.

Produits structurés

- Au cours du trimestre, la Société a conclu avec succès le premier appel public à l'épargne du Fonds d'obligations d'infrastructures de qualité supérieure coté à la Bourse de Toronto, qui se composait essentiellement de titres à revenu fixe de la catégorie investissement dont les émetteurs détiennent, exploitent ou mettent en valeur des infrastructures aux États-Unis. Le Fonds a émis 6,5 millions de parts, à 10 \$ la part, pour un produit brut de 65 millions de dollars.

VUE D'ENSEMBLE DES MARCHÉS

Les marchés des titres à revenu fixe ont affiché des rendements positifs pour le trimestre. En mars, alors que des signes de ralentissement de l'économie aux États-Unis ont été accueillis par une rhétorique teintée de compromis par la Réserve fédérale, faisant à nouveau trébucher les rendements des obligations sous la barre des 2 %.

Le rendement du marché boursier mondial a été mitigé au cours du trimestre. Les marchés boursiers nord-américains ont connu un début respectable, mais ont affiché des rendements négatifs au cours du mois de mars, le S&P 500 étant confronté à un dollar américain fort et à des données économiques décevantes et le S&P/TSX subissant l'incidence défavorable de la volatilité des prix du pétrole. Pendant ce temps, les marchés boursiers en Europe, au Japon et en Chine ont inscrit des résultats positifs, puisque les politiques monétaires favorables à la croissance mises en place par la Banque centrale européenne, la Banque du Japon et la Banque populaire de Chine semblent avoir entraîné un certain progrès de l'économie et une hausse correspondante des titres de capitaux propres dans ces régions.

Pour ce qui est des marchés des devises et des marchandises, la force du billet vert et la faiblesse des prix des marchandises ont prévalu au cours du trimestre. Le dollar américain a continué à mieux faire que les autres devises, étant donné que la Réserve fédérale envisage de normaliser les taux d'intérêt, tandis que les autres banques centrales ont adopté une politique ferme d'assouplissement. Finalement, alors que les prix du pétrole (WTI) ont rebondi vers la fin du trimestre du fait des événements géopolitiques au Moyen-Orient, ils sont repassés en deçà de 50 \$ à la fin mars, étant donné que le contexte d'offre excédentaire a dominé l'équation offre-demande à la suite de la récente hausse de la production et des stocks aux États-Unis.

Au cours du trimestre, l'économie des États-Unis a montré des signes de reprise, bien qu'elle ait connu une certaine faiblesse en mars, alors que les ventes au détail, la production industrielle et les commandes de biens durables ont étonnamment tous reculé. Nous estimons toutefois que cette faiblesse n'est qu'une anomalie temporaire qui reflète les récentes conditions climatiques difficiles et les attentes excessivement élevées des analystes plutôt qu'un ralentissement imminent de l'économie américaine. Ainsi, nous sommes encore d'avis que la vitesse de l'économie devrait accélérer à nouveau au deuxième trimestre grâce à la résistance de la consommation aux États-Unis. Les données fondamentales intérieures demeurent solides aux États-Unis, la croissance de l'emploi accélérant à son rythme le plus rapide en 15 ans, tandis que le contexte inflationniste s'atténue en raison de la force du dollar américain et des bas prix de l'énergie, ce qui jette une base constructive au profit du revenu disponible, de la confiance des consommateurs et des dépenses futures.

Comme on l'avait généralement prévu, la Réserve fédérale américaine a supprimé toute référence à la patience dans son énoncé sur les indications prospectives de sa réunion sur les politiques monétaires de mars, ouvrant ainsi la voie à des hausses des taux d'intérêt au cours de l'année. Parallèlement, la Réserve fédérale a laissé entendre que de telles hausses dépendraient entièrement des données. Ainsi, bien que l'amélioration exceptionnelle de l'emploi soit un solide argument pour un relèvement prochain des taux d'intérêt, le contexte d'inflation modérée découlant de la force de la devise américaine et des bas prix de l'énergie encouragera la Réserve fédérale à adopter une approche prudente de normalisation des taux d'intérêt afin de ne pas faire dérailler la reprise économique aux États-Unis.

De la même manière, l'économie canadienne a connu une tendance à la baisse en raison du récent déclin des prix du pétrole, ce qui a amené la Banque du Canada à opter résolument pour le compromis. Après avoir gagné du temps pour observer de quelle manière évolueraient les perspectives économiques à la suite d'une réduction surprise des taux d'intérêt en janvier, le gouverneur Poloz a adopté une position sur la politique monétaire plus équilibrée, réitérant que les répercussions négatives du choc pétrolier se feraient surtout sentir à court terme et que la croissance positive viendrait le compenser vers le milieu de l'année. Ainsi, les résultats économiques décevants du premier trimestre devraient ouvrir la voie à une hausse surprise au deuxième trimestre, la faiblesse du dollar canadien et une forte reprise aux États-Unis donnant lieu à une nouvelle poussée de la croissance au Canada (grâce aux exportations, aux échanges et aux investissements des entreprises).

Finalement, le paysage économique international a été passablement mitigé. En effet, les marchés développés (Europe/Japon) ont montré des signes impressionnants d'amélioration, tandis que les marchés émergents (Chine/Brésil) continuent à stagner. Plus précisément, l'économie européenne a affiché une vitesse acceptable grâce à l'amélioration des tendances dans le secteur manufacturier, le marché de l'emploi et la croissance du crédit, ce qui a mené à une confiance accrue des investisseurs en une reprise dans la zone euro. Entre-temps, l'économie chinoise a continué à subir une certaine pression à la baisse due à la menace de risques inflationnistes. Pour y faire face, la Banque populaire de Chine a annoncé de nouvelles mesures de relance visant à favoriser un atterrissage en douceur de l'économie du pays.

SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Taux de rendement annualisés

Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création * (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
Revenu fixe	52,5									
Revenu fixe – Gestion active univers		9,21	-1,04	3	6,29	0,25	2	1 ^{er} janv. 1997	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion tactique		9,78	-0,48	3	6,72	0,67	1	1 ^{er} janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		10,49	0,23	1	6,43	0,38	1	1 ^{er} janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion active long terme		18,49	-1,23	3	10,14	0,16	2	1 ^{er} juil. 1998	Indice à long terme FTSE TMX Canada	
Obligations à haut rendement		3,21	0,58	4	9,02	0,16	1	1 ^{er} févr. 2002	Indice de référence à haut rendement	
Actions privilégiées		0,40	1,44	s. o.	5,33	1,60	s. o.	1 ^{er} févr. 2004	Indice d'actions privilégiées S&P/TSX	
Obligations infrastructure		20,05	-1,48	s. o.	10,61*	1,40*	s. o.	1 ^{er} août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE TMX Canada	
Fonds équilibrés	4,4									
Fonds équilibré « Core »		15,43	3,37	1	10,82	1,79	1	1 ^{er} sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	
Fonds équilibré intégré		15,75	3,87	1	15,39*	3,04*	1	1 ^{er} avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	
Fonds équilibré		12,97	1,06	2	10,39	1,55	2	1 ^{er} mars 1973	Indice de référence – équilibré	
Actions	29,3									
Actions canadiennes – Valeur		5,64	-1,29	3	7,49	0,08	4	1 ^{er} janv. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Croissance		13,45	6,52	1	7,47	0,05	4	1 ^{er} janv. 2007	Indice plafonné S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		12,59	5,66	1	8,91	1,50	3	1 ^{er} janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions à revenu élevé		4,75	4,54	3	11,65	2,19	1	1 ^{er} oct. 2009	Indice composé à dividendes élevés S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		10,04	19,79	1	14,37	12,39	1	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		16,44	26,20	1	11,15	9,17	2	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		34,56	5,20	1	22,99	3,33	1	1 ^{er} avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		17,84	4,15	1	16,14	5,17	1	1 ^{er} janv. 2010	Indice MSCI EAEO net (\$ CA)	
Actions mondiales		26,75	5,09	1	20,39	5,40	1	1 ^{er} oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
Placements non traditionnels	4,7									
Fonds - Marché neutre nord-américain		13,84	12,90	s. o.	2,23	1,30	s. o.	1 ^{er} oct. 2007	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds - Actions « Long/Short »		27,56	26,62	s. o.	16,46*	15,49*	s. o.	1 ^{er} août 2010	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds - Rendement absolu obligataire		-5,25	-6,18	s. o.	-0,69*	-1,67*	s. o.	1 ^{er} déc. 2010	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds - Financement diversifié		5,75	4,81	s. o.	7,30	6,37	s. o.	1 ^{er} avr. 2008	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds - Multi-stratégies – Revenu		4,42	0,51	s. o.	5,75	2,46	s. o.	1 ^{er} nov. 2009	Indice à court terme FTSE TMX Canada	
Fonds – Infrastructure		8,43	s. o.	s. o.	5,44	s. o.	s. o.	1 ^{er} mars 2010	Aucun indice de référence	
Fonds – Immobilier		4,86	s. o.	s. o.	4,33*	s. o.	s. o.	1 ^{er} juill. 2013	Aucun indice de référence	
Fonds – Arbitrage d'obligations et de devises		-5,68	-6,62	s. o.	0,12*	-0,85*	s. o.	1 ^{er} avr. 2013	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Total des actifs sous gestion	90,9									

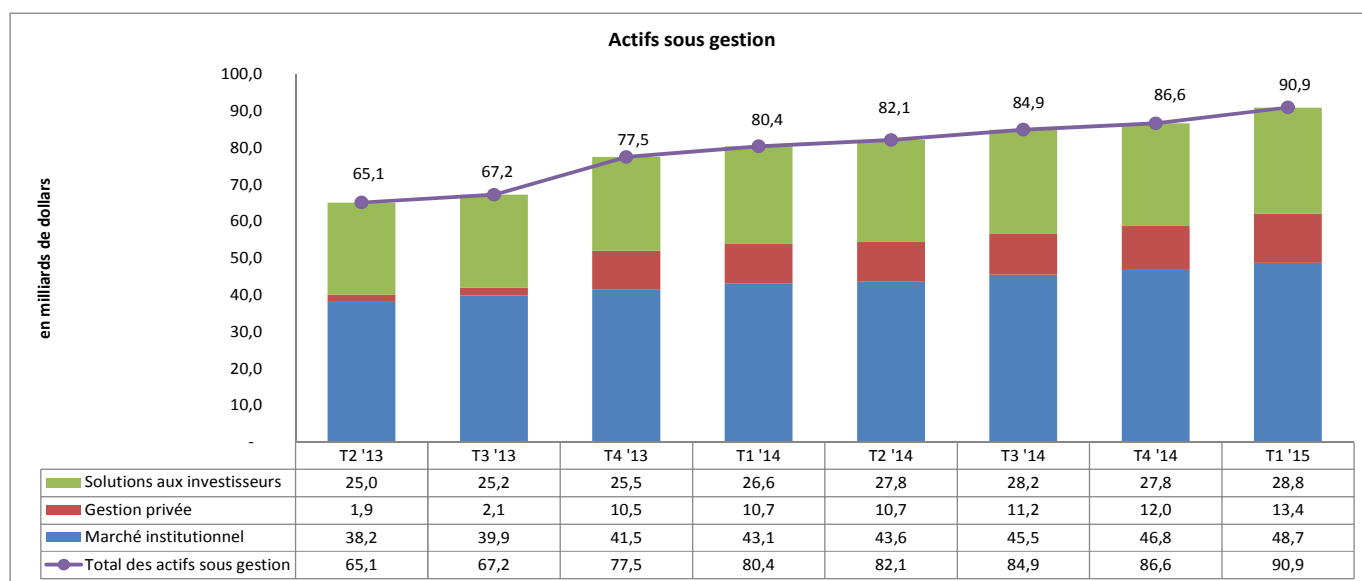
Notes :

- Composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
- Composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
- Composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
- Composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde Net (\$ CA).
- Tous les rendements, y compris ceux des obligations à haut rendement, des actions américaines, des actions internationales et des actions mondiales, sont exprimés en dollars canadiens.
- Tous les rendements présentés sont annualisés.
- Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion et des frais de garde, mais après déduction des coûts de transaction.
- Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
- Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
- Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
- Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
- La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
- Les fonds composés et les fonds en gestion commune ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
- Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

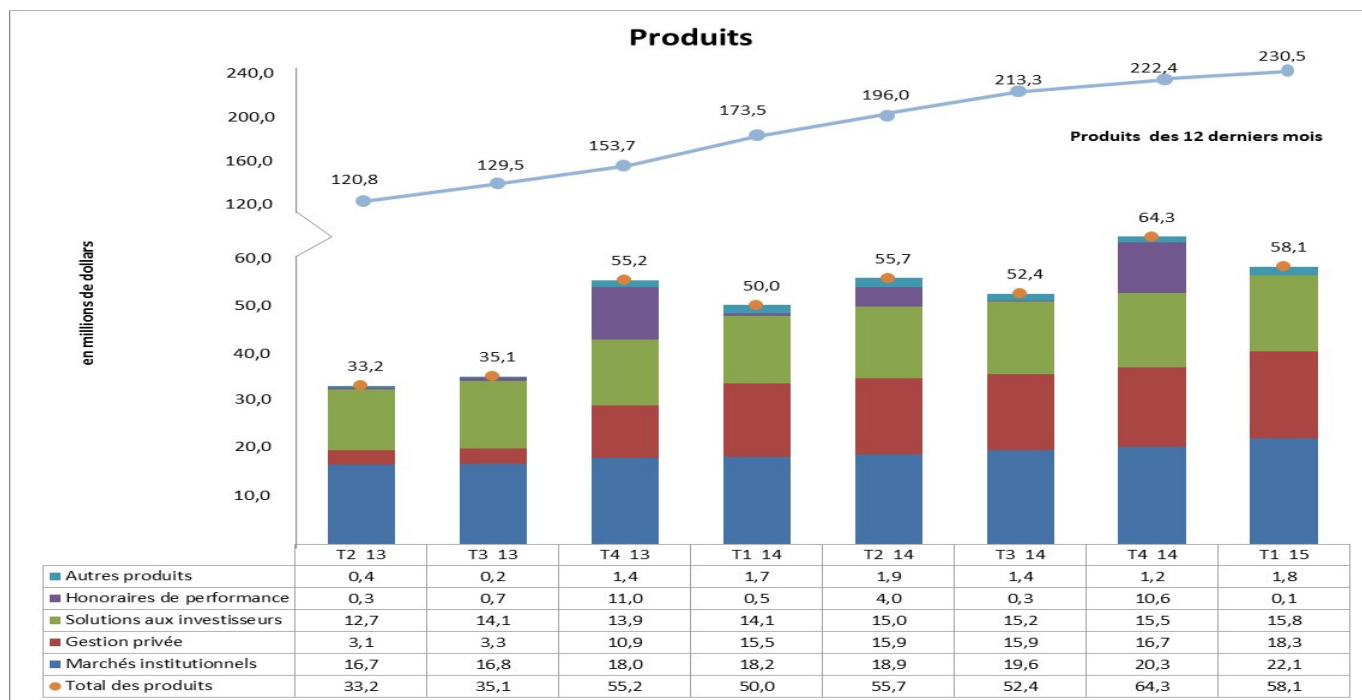
PRINCIPALES TENDANCES

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits, ainsi que le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat ajusté par action et les dividendes pour les 12 derniers mois. L'analyse de ces tendances est présentée sous la rubrique *Analyse des résultats et des tendances*, à la page 27.

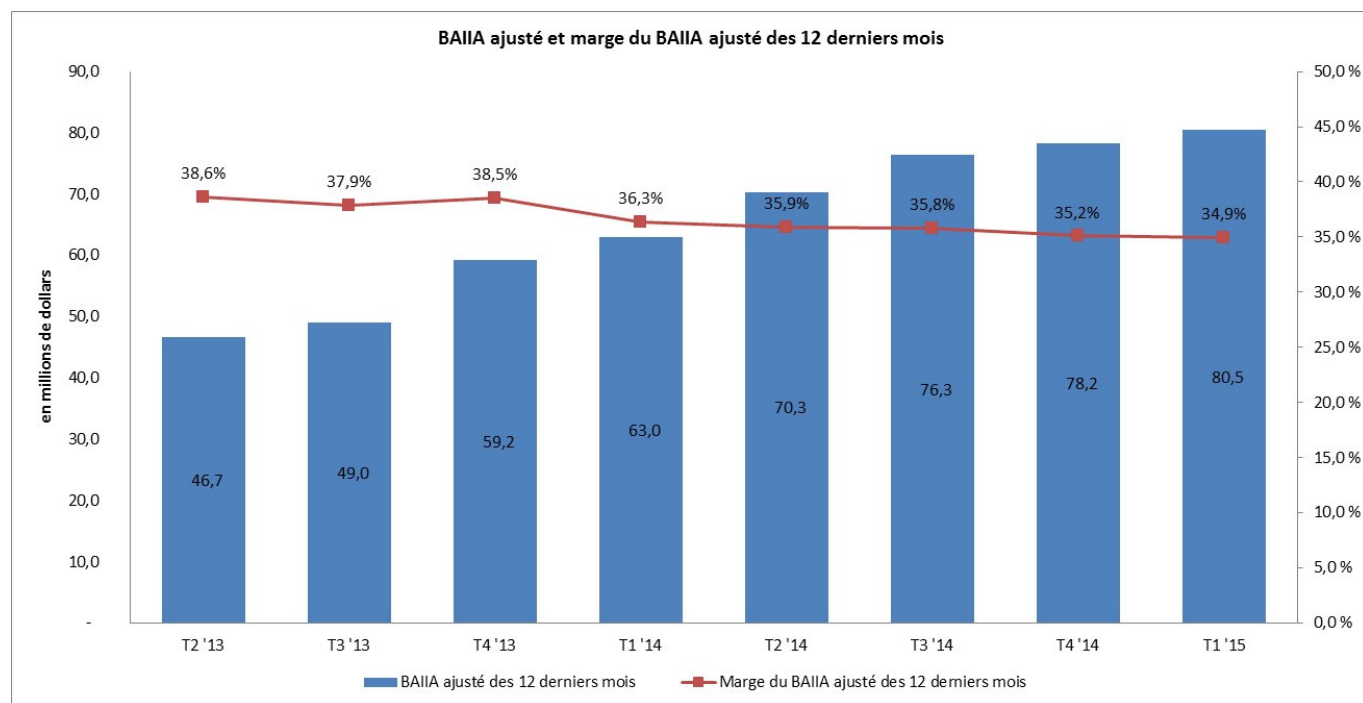
Actifs sous gestion



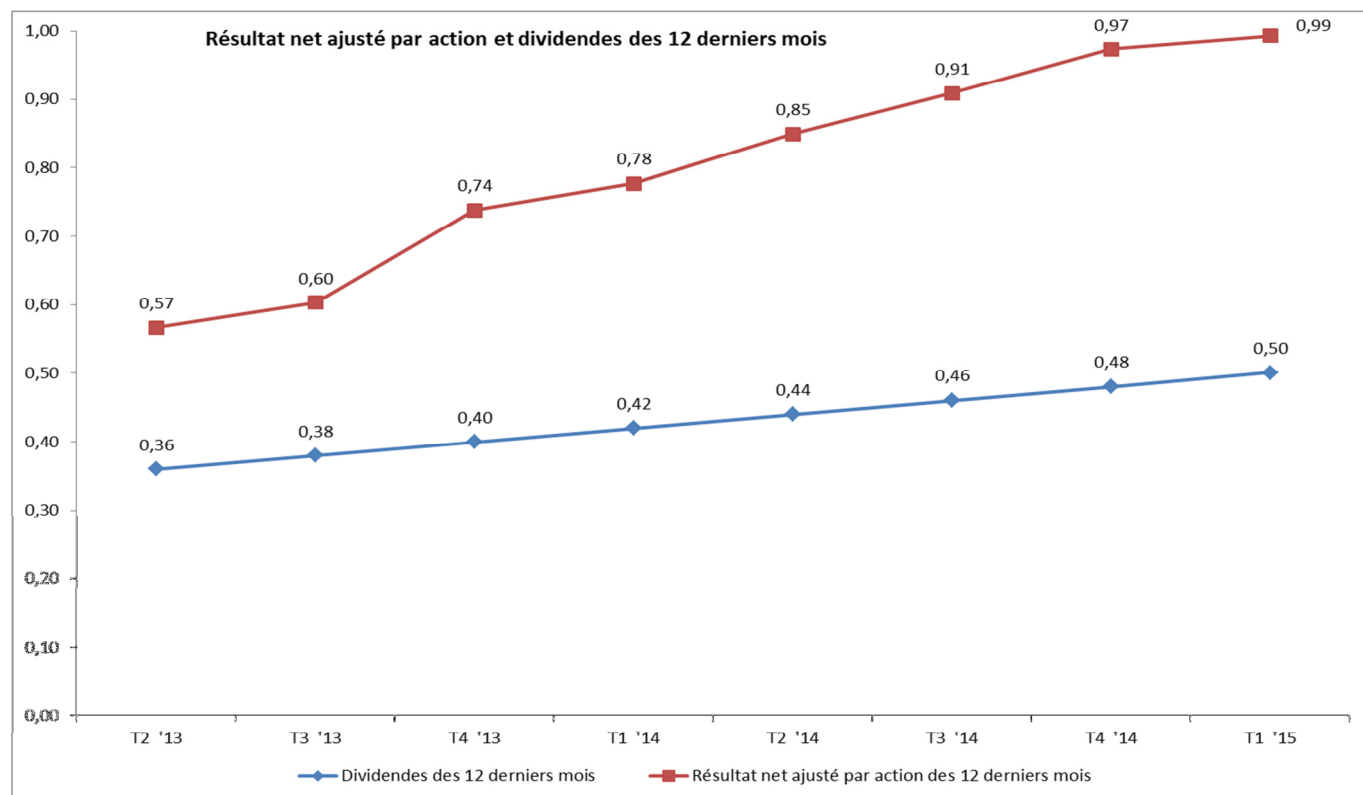
Produits



BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois



Résultat net ajusté par action et dividendes des 12 derniers mois



POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2015

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2015 et 2014

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 10,5 milliards de dollars, ou 13 %, pour se fixer à 90,9 milliards de dollars au 31 mars 2015, contre des actifs sous gestion de 80,4 milliards de dollars au 31 mars 2014.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015 se sont accrus de 8,5 millions de dollars, ou 17 %, pour s'établir à 58,0 millions de dollars par rapport aux 49,5 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 0,1 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 0,5 million de dollars pour la période correspondante de 2014.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 5,0 millions de dollars, ou 14 %, pour se chiffrer à 42,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, alors qu'ils avaient été de 37,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le BAIIA ajusté a monté de 2,3 millions de dollars, ou 15 %, pour atteindre 17,4 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 15,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,25 \$ (de base et dilué) pour le premier trimestre de 2015, contre 0,22 \$ (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le premier trimestre clos le 31 mars 2015 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 3,7 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), en hausse de 1,0 million de dollars, ou 39 %, par rapport à celui du premier trimestre clos le 31 mars 2014, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 2,7 millions de dollars, ou 0,04 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015 s'est élevé à 14,5 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), contre 12,3 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2014.

Comparaison des trimestres clos le 31 mars 2015 et le 31 décembre 2014

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 4,3 milliards de dollars, ou 5 %, pour se fixer à 90,9 milliards de dollars au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 86,6 milliards de dollars au 31 décembre 2014.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015 se sont accrus de 4,3 millions de dollars, ou 8 %, pour s'établir à 58,0 millions de dollars par rapport aux 53,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.
- › Les honoraires de performance, qui sont d'ordinaire comptabilisés en décembre de chaque année, ont été de 0,1 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 10,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 0,5 million de dollars, ou 1 %, pour se chiffrer à 42,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, alors qu'ils avaient été de 41,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.
- › Le BAIIA ajusté a diminué de 7,4 millions de dollars, ou 30 %, pour atteindre 17,4 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 24,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,25 \$ (de base et dilué) pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 0,36 \$ (de base) et 0,35 \$ (dilué) pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.
- › Le premier trimestre clos le 31 mars 2015 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 3,7 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), en baisse de 8,4 millions de dollars, ou 70 %, par rapport à celui du trimestre précédent clos le 31 décembre 2014, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 12,1 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015 s'est élevé à 14,5 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), contre 23,5 millions de dollars, ou 0,34 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Tableau 1 – États du résultat net et actifs sous gestion

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	31 MARS 2015	31 DÉCEMBRE 2014	31 MARS 2014	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Actifs sous gestion	90 927	86 612	80 412	4 315	10 515

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 MARS 2015	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 MARS 2014	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	56 181	52 502	47 717	3 679	8 464
Honoraires de performance – actifs traditionnels	55	5 567	483	(5 512)	(428)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	53	5 022	15	(4 969)	38
Autres revenus	1 772	1 213	1 748	559	24
Total des produits	58 061	64 304	49 963	(6 243)	8 098
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	40 556	40 150	36 030	(406)	(4 526)
Frais des gestionnaires externes	1 585	1 490	1 085	(95)	(500)
Amortissement des immobilisations corporelles	442	611	387	169	(55)
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 622	6 655	6 308	33	(314)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	2 144	2 283	1 408	139	(736)
Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat	635	636	697	1	62
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	1 002	1 174	265	172	(737)
Frais d'acquisition	1 060	824	147	(236)	(913)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	1 152	(8 284)	539	(9 436)	(613)
Dépréciation d'actifs non financiers	-	8 016	-	8 016	-
Autres (produits) charges ³⁾	(320)	(38)	(386)	282	(66)
Total des charges	54 878	53 517	46 480	(1 361)	(8 398)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	3 183	10 787	3 483	(7 604)	(300)
Impôt sur le résultat	260	1 322	1 206	1 062	946
Résultat net	2 923	9 465	2 277	(6 542)	646
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	3 712	12 090	2 678	(8 378)	1 034
À la participation ne donnant pas le contrôle	(789)	(2 625)	(401)	1 836	(388)
Résultat net	2 923	9 465	2 277	(6 542)	646
PAR ACTION (DE BASE)					
BAlIA ajusté ¹⁾	0,25	0,36	0,22	(0,11)	0,03
Résultat net	0,05	0,18	0,04	(0,13)	0,01
Résultat net ajusté ¹⁾	0,21	0,34	0,18	(0,13)	0,03
PAR ACTION (DILUÉ)					
BAlIA ajusté ¹⁾	0,25	0,35	0,22	(0,10)	0,03
Résultat net	0,05	0,18	0,04	(0,13)	0,01
Résultat net ajusté ¹⁾	0,21	0,34	0,18	(0,13)	0,03

¹⁾ Le BAlIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 41.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

³⁾ Les autres charges (produits) tiennent compte des postes suivants : « (Profit) perte sur la cession de placements », « Quote-part du résultat net des coentreprises » et « (Profit) perte sur la dilution des participations dans des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 2 – Données choisies des états de la situation financière (en milliers de dollars)

	31 MARS 2015	31 DÉCEMBRE 2014
Trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	20 411	25 445
Débiteurs	56 971	59 960
Autres actifs courants	6 580	4 654
Immobilisations incorporelles	294 165	292 835
Goodwill	377 949	370 161
Participation dans des coentreprises	10 005	9 635
Autres actifs non courants	10 578	9 490
Total des actifs	776 659	772 180
Passifs courants	46 959	53 680
Impôt sur le résultat différé	18 578	20 091
Dette à long terme	234 091	222 081
Obligations au titre du prix d'achat	34 871	36 168
Instruments financiers dérivés	2 097	945
Autres passifs non courants	5 618	5 004
Total des passifs	342 214	337 969
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	438 177	437 154
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(3 732)	(2 943)
	434 445	434 211
Total des passifs et des capitaux propres	776 659	772 180

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE

Actifs sous gestion

Les niveaux des actifs sous gestion jouent un rôle déterminant dans les activités de Fiera Capital. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du niveau des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du niveau des retraits (« perdus »); iii) du niveau des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. Dans le présent rapport de gestion, la Société analyse ses résultats en fonction de ses catégories de clientèle.

Les tableaux 3 et 4 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 3 – Actifs sous gestion (en millions de dollars)*

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 31 MARS 2015	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 MARS 2014
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	86 612	84 875	77 485
Variation nette	4 315	1 737	2 927
Actifs sous gestion à la clôture de la période	90 927	86 612	80 412

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

* Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Tableau 4 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	31 DÉCEMBRE 2014	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	31 MARS 2015
Marchés institutionnels	46 774	170	(170)	(392)*	2 186	161	48 729
Gestion privée	11 998	257	(101)	112	218	893	13 377
Solutions aux investisseurs	27 840	94	(555)	526	916	-	28 821
Actifs sous gestion à la clôture de la période	86 612	521	(826)	246	3 320	1 054	90 927

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

* La contribution nette comprend un montant négatif de 0,5 milliard de dollars pour ajuster la valeur d'un mandat particulier à sa valeur sans facteur d'endettement.

Variations trimestrielles

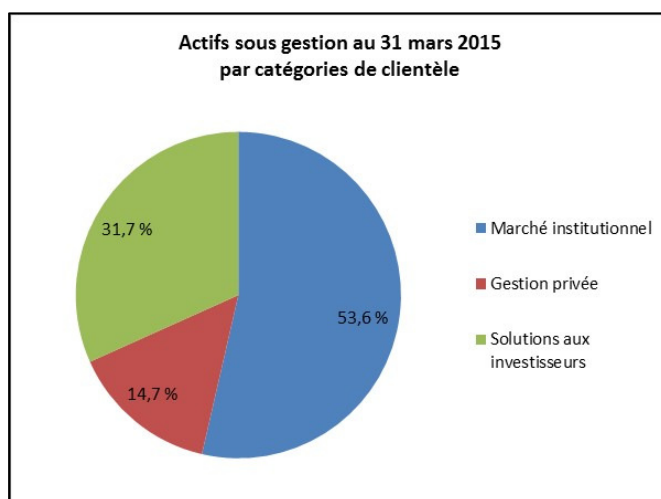
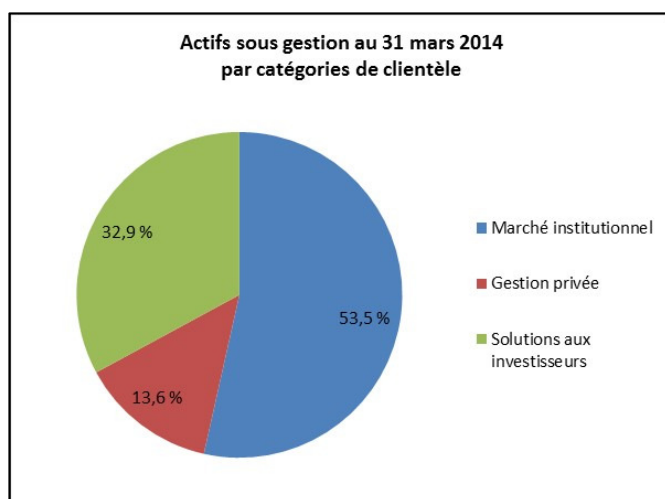
Le total des actifs sous gestion a augmenté de 4,3 milliards de dollars, ou 5 %, pour se fixer à 90,9 milliards de dollars au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 86,6 milliards de dollars au 31 décembre 2014. Cette augmentation s'explique principalement par le raffermissement des marchés de l'ordre de 3,3 milliards de dollars conjugué aux nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars et à une contribution nette positive de 0,2 milliard de dollars, ce qui a été atténué par des mandats perdus se chiffrant à 0,8 milliard de dollars au cours de cette période. Enfin, les fluctuations du change du dollar américain ont eu une incidence favorable chiffrée à environ 1,1 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du premier trimestre.

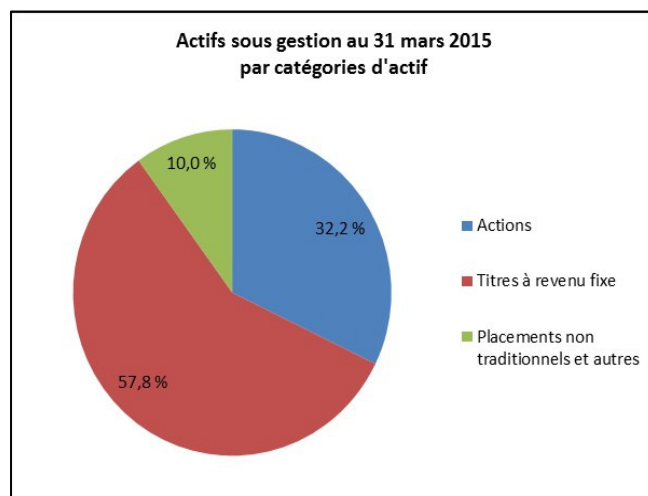
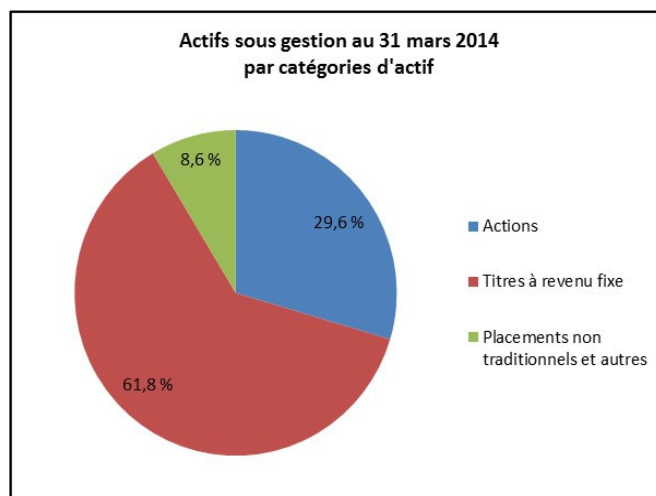
Les actifs sous gestion du secteur des Marchés institutionnels ont inscrit une croissance de 2,0 milliards de dollars au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2015 comparativement au trimestre précédent clos le 31 décembre 2014. Cette croissance est essentiellement attribuable à l'appréciation des marchés de 2,2 milliards de dollars, combinée à de nouveaux mandats de 0,2 milliard de dollars obtenus au cours du trimestre, surtout dans les stratégies de placement Équilibré, Actions mondiales et Revenu fixe, ainsi qu'à l'incidence positive des fluctuations du change d'environ 0,2 milliard de dollars. Cette croissance des actifs sous gestion a été en partie annulée par la contribution nette négative de 0,4 milliard de dollars au cours de la période, en raison principalement d'un ajustement de la valeur d'un mandat particulier à sa valeur sans facteur d'endettement, et par des mandats perdus s'élevant à 0,2 milliard de dollars surtout attribuables au rapatriement d'actifs en interne et au regroupement de fournisseurs de services en gestion de placement.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont augmenté de 1,4 milliard de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2015 comparativement au trimestre précédent clos le 31 décembre 2014. Cette augmentation s'explique essentiellement par des nouveaux mandats obtenus dans l'acquisition de Bel Air, de l'incidence positive des fluctuations du change et de l'appréciation du marché au cours de la période.

Les actifs sous gestion de la clientèle des Solutions aux investisseurs ont affiché une hausse de 1,0 milliard de dollars au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2015 comparativement au trimestre précédent clos le 31 décembre 2014. Cette hausse est principalement attribuable à l'appréciation des marchés au cours de la période.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 31 mars 2014 et au 31 mars 2015.





Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus sont principalement tirés des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion.

L'analyse des produits présentée ci-après porte sur les actifs moyens de chaque catégorie de clientèle.

Tableau 4 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 MARS 2015	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 MARS 2014	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	22 090	20 298	18 166	1 792	3 924
Gestion privée	18 323	16 662	15 508	1 661	2 815
Solutions aux investisseurs	15 768	15 542	14 043	226	1 725
Total des honoraires de gestion	56 181	52 502	47 717	3 679	8 464
Honoraires de performance – actifs traditionnels	55	5 567	483	(5 512)	(428)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	53	5 022	15	(4 969)	38
Total des honoraires de performance	108	10 589	498	(10 481)	(390)
Autres revenus	1 772	1 213	1 748	559	24
Total des produits	58 061	64 304	49 963	(6 243)	8 098

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, les produits se sont accrus de 8,1 millions de dollars, ou 16 %, pour se fixer à 58,1 millions de dollars, contre 50,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance tient principalement à la hausse des actifs sous gestion, qui a amélioré de 8,5 millions de dollars les honoraires de gestion, contrebalancé en partie par le recul de 0,4 million de dollars des honoraires de performance, surtout tirés des actifs traditionnels.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 8,5 millions de dollars, ou 18 %, pour atteindre 56,2 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 47,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des produits et de l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015 ont augmenté de 3,9 millions de dollars, ou 22 %, pour se fixer à 22,1 millions de dollars, comparativement à 18,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette amélioration tient principalement à la hausse des actifs sous gestion nets, notamment ceux des États-Unis, eu égard à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 2,8 millions de dollars, ou 18 %, pour s'établir à 18,3 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 15,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par la croissance des actifs sous gestion nets, notamment ceux des États-Unis au cours du premier trimestre de 2015, comparativement à la période correspondante de 2014, conjuguée à l'incidence positive des fluctuations du change.

- › Les produits tirés de la clientèle des Solutions aux investisseurs ont progressé de 1,8 million de dollars, ou 12 %, au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2015, pour se chiffrer à 15,8 millions de dollars, contre 14,0 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle surtout de la hausse des actifs sous gestion nets au premier trimestre de 2015 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et des produits additionnels générés par l'acquisition de Propel au cours du premier trimestre de 2015.

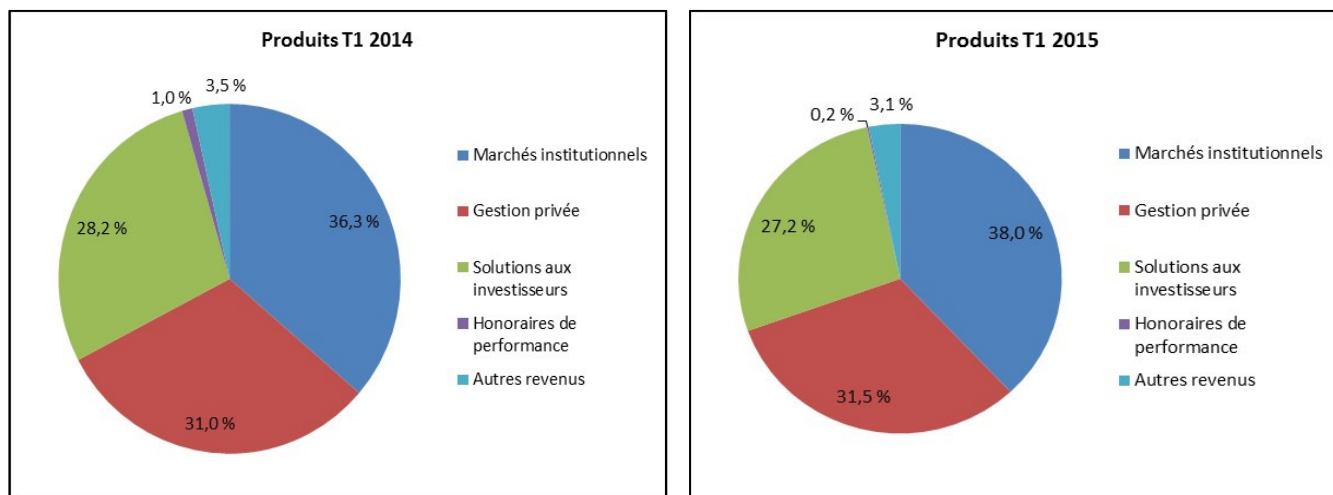
Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont chiffrés à 0,1 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 0,5 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation s'explique par la diminution des honoraires de performance des actifs traditionnels. De plus, les honoraires de performance sont d'ordinaire comptabilisés au quatrième trimestre de chaque année.

Autres revenus

Les autres revenus sont demeurés stables, à 1,8 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 1,7 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 mars 2014 et le 31 mars 2015.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, les produits ont reculé de 6,2 millions de dollars, ou 10 %, pour se fixer à 58,1 millions de dollars, comparativement à 64,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014. Ce recul s'explique surtout par la diminution des honoraires de performance, qui sont d'ordinaire comptabilisés en décembre de chaque année, compensée en partie par la hausse des honoraires de gestion qui a résulté de l'augmentation nette des actifs sous gestion au premier trimestre de 2015 par rapport au trimestre précédent.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion se sont accrus de 3,7 millions de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 56,2 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 52,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014. La hausse tient à l'augmentation des actifs sous gestion moyens pendant le trimestre. Les augmentations par catégories de clientèle se détaillent comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 1,8 million de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 22,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 20,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014, surtout du fait de l'obtention de nouveaux mandats américains vers la fin du trimestre précédent dont les produits générés ont été ou seront entièrement comptabilisés au cours du trimestre considéré ou dans les mois à venir.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 1,6 million de dollars, ou 10 %, pour s'établir à 18,3 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2015, par rapport à 16,7 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 décembre 2014. Cette hausse des produits s'explique essentiellement par l'augmentation des actifs sous gestion moyens provenant de Bel Air, conjuguée à l'incidence positive des fluctuations du change.
- › Les produits tirés de la clientèle des Solutions aux investisseurs ont progressé de 0,3 million de dollars, ou 1,5 %, pour s'élever à 15,8 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 15,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.

Honoraires de performance

Le total des honoraires de performance, qui sont habituellement comptabilisés en décembre de chaque année, s'est chiffré à 0,1 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 10,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.

Autres revenus

Les autres revenus ont grimpé de 0,6 million de dollars, ou 46 %, pour se fixer à 1,8 million de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 1,2 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014. Cette hausse découle surtout de l'augmentation des honoraires de consultation et des frais de courtage provenant de Bel Air, en partie annulée par des intérêts et des honoraires de planification fiscale moins élevés.

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives ont monté de 4,6 millions de dollars, ou 13 %, à 40,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2015, contre 36,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout imputable à l'incidence des variations des taux de change sur les activités aux États-Unis, conjuguée à la prise en compte de charges liées aux acquisitions de Propel.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives sont demeurés stables à 40,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2015, contre 40,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.

Frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 0,5 million de dollars, ou 46 %, pour atteindre 1,6 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 1,1 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation tient surtout aux acquisitions de Propel.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 0,1 million de dollars, ou 6 %, s'établissant à 1,6 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 1,5 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré inchangé, à 0,4 million de dollars, pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 0,3 million de dollars, ou 5 %, pour être porté à 6,6 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 6,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, par suite de l'acquisition des immobilisations incorporelles de Propel.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles a diminué de 0,2 million de dollars, ou 28 %, pour se chiffrer à 0,4 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 0,6 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est demeuré inchangé, à 6,6 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, comparativement au trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 0,7 million de dollars, ou 52 %, pour se fixer à 2,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 1,4 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique surtout par le profit de change de 0,6 million de dollars comptabilisé au premier trimestre de 2014.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont été relativement stables à 2,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 2,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.

Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

La désactualisation des obligations au titre du prix d'achat a représenté une charge de 0,6 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, comparativement à un profit de 0,7 million de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

La désactualisation des obligations au titre du prix d'achat est demeurée stable à 0,6 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 0,6 million de dollars au trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont augmenté de 1,7 million de dollars, ou plus de 100 %, pour s'établir à 2,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 0,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'acquisition annoncée de Samson Capital Advisors LLC au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2015.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration sont demeurés relativement stables, s'établissant à 2,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, contre 2,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014.

Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés et dépréciation d'actifs non financiers

La Société a comptabilisé une charge de 1,2 million de dollars liée aux variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, comparativement à un profit de 8,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014 et à des charges de 0,5 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2014.

Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, un montant de 8,0 millions de dollars au titre de la dépréciation d'actifs non financiers a été comptabilisé.

BAIIA ajusté*

Le BAIIA ajusté correspond à la différence entre le total des produits et le total des frais de vente et charges générales et administratives (à l'exclusion de la rémunération hors trésorerie) et des frais des gestionnaires externes. La Société estime que le BAIIA ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance d'exploitation sans tenir compte de l'incidence que peuvent avoir les éléments hors exploitation.

Tableau 5 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 31 MARS 2015	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 MARS 2014
Produits			
Honoraires de gestion	56 181	52 502	47 717
Honoraires de performance	108	10 589	498
Autres revenus	1 772	1 213	1 748
Total des produits	58 061	64 304	49 963
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	40 556	40 150	36 030
Frais des gestionnaires externes	1 585	1 490	1 085
Total des charges	42 141	41 640	37 115
BAIIA	15 920	22 664	12 848
Rajouter la charge de rémunération hors trésorerie	1 446	2 156	2 279
BAIIA ajusté	17 366	24 820	15 127
Par action (de base)**	0,25	0,36	0,22
Par action (dilué)**	0,25	0,35	0,22

* Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 41.

** Le BAIIA ajusté comprend le BAIIA attribuable aux actionnaires de la Société et à la participation ne donnant pas le contrôle. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, le BAIIA ajusté a été en hausse de 2,3 millions de dollars, ou 15 %, pour atteindre 17,4 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), contre 15,1 millions de dollars, ou 0,22 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du premier trimestre clos le 31 mars 2015 a été poussé à la hausse par une augmentation des honoraires de gestion, eu égard à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, par suite surtout de l'appréciation des marchés, des ventes additionnelles et de l'incidence favorable des variations des taux de change sur les activités aux États-Unis ainsi qu'à l'acquisition des actifs de Propel. Ces éléments ont été partiellement neutralisés par une augmentation globale des charges d'exploitation, en l'occurrence les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes, du fait de l'intégration des activités de Propel et de l'incidence des variations des taux de change.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015, le BAIIA ajusté a reculé de 7,4 millions de dollars, ou 30 %, pour s'établir à 17,4 millions de dollars, soit 0,25 \$ par action (de base et dilué), contre 24,8 millions de dollars, ou 0,36 \$ par action (de base) et 0,35 \$ par action (dilué) au trimestre précédent clos le 31 décembre 2014. Ce recul est imputable avant tout à la diminution des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels et traditionnels, qui sont généralement comptabilisés en décembre de chaque année.

Compte non tenu des honoraires de performance, la marge du BAIIA ajusté pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015 est demeurée pratiquement la même, soit environ 30 %, eu égard au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014.

Résultat net

Tableau 6 – Résultat net et résultat net ajusté* (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 31 MARS 2015	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 MARS 2014
Résultat net attribuable			
aux actionnaires de la Société	3 712	12 090	2 678
Amortissement des immobilisations corporelles	442	611	387
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 622	6 655	6 308
Éléments de rémunération hors trésorerie	1 446	2 156	2 279
Dépréciation d'actifs non financiers ¹⁾	-	8 016	-
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés ¹⁾	1 152	(8 284)	539
Éléments hors trésorerie	9 662	9 154	9 513
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ¹⁾	1 002	1 174	265
Frais d'acquisition ¹⁾	1 060	824	147
Frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	2 062	1 998	412
Résultat net ajusté avant l'impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ¹⁾	15 436	23 242	12 603
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ¹⁾	964	(269)	285
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	14 472	23 511	12 318
Par action (de base)			
Résultat net	0,05	0,18	0,04
Résultat net ajusté*	0,21	0,34	0,18
Par action (dilué)			
Résultat net	0,05	0,18	0,04
Résultat net ajusté	0,21	0,34	0,18

* Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 41.

¹⁾ L'impôt applicable à la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, aux coûts de restructuration et autres coûts d'intégration et aux frais d'acquisition est estimé selon un taux d'impôt de 30 %.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2015, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a progressé de 1,0 million de dollars, pour se chiffrer à 3,7 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), contre 2,7 millions de dollars, ou 0,04 \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique surtout par des augmentations de 8,5 millions de dollars des honoraires de gestion au cours de la période et par une diminution de l'impôt sur le résultat de 1 million de dollars, qui ont été en partie contrebalancées par des augmentations de 5,0 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes, de 1,7 million de dollars des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration et de 0,7 million de dollars de la variation de leur juste valeur des obligations au titre du prix d'achat.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 3,7 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2015, comparativement à 12,1 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2014. Cette baisse découle surtout d'une diminution de 10,5 millions de dollars des honoraires de performance, qui sont généralement comptabilisés en décembre de chaque année, compensée en partie par une croissance de 3,7 millions de dollars des honoraires de gestion et par un recul des frais de vente et charges générales et administratives et frais de gestionnaire externes de 0,5 million de dollars au cours de la période.

Résultat net ajusté

La Société recourt au résultat net ajusté comme l'une des principales mesures de performance non conformes aux IFRS puisqu'il s'agit d'un excellent indicateur de sa capacité de générer des flux de trésorerie. Le résultat net ajusté correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, la variation après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés, la dépréciation d'actifs non financiers après impôt, les frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2015, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a été réduit de 9,3 millions de dollars en raison d'éléments hors trésorerie, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés et de la dépréciation d'actifs non financiers (9,7 millions de dollars avant impôt), ou 0,14 \$ par action (de base et dilué), et de 1,4 million de dollars, ou 0,02 \$ par action (de base et dilué), en raison des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, compte tenu de l'impôt sur le résultat (2,1 millions de dollars avant impôt). Une fois ces éléments rajoutés au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 3,7 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 14,5 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015.

Au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2014, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a été réduit de 9,4 millions de dollars en raison d'éléments hors trésorerie, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (9,5 millions de dollars avant impôt), ou 0,14 \$ par action (de base et dilué), et de 0,3 million de dollars en raison des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, compte tenu de l'impôt sur le résultat (0,4 million de dollars avant impôt). Une fois ces éléments rajoutés au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 2,7 millions de dollars, ou 0,04 \$ par action (de base et dilué), le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 12,3 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2014.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Au cours du trimestre précédent clos le 31 décembre 2014, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a été réduit de 10,0 millions de dollars en raison d'éléments hors trésorerie, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (9,2 millions de dollars avant impôt), ou 0,14 \$ par action (de base et dilué), et de 1,4 million de dollars, ou 0,02 \$ par action (de base et dilué), en raison des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, compte tenu de l'impôt sur le résultat (ou 2,0 millions de dollars avant impôt). Une fois ces éléments rajoutés au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 12,1 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 23,5 millions de dollars, ou 0,34 \$ par action (de base et dilué), pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 14,5 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les 12 derniers mois.

Tableau 7 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	12 derniers mois ³⁾	T1 31 mars 2015	T4 31 déc. 2014	T3 30 sept. 2014	T2 30 juin 2014	T1 31 mars 2014	T4 31 déc. 2013	T3 30 sept. 2013	T2 30 juin 2013
Actifs sous gestion	86 136	90 927	86 612	84 875	82 131	80 412	77 485	67 163	65 092
Total des produits	230 456	58 061	64 304	52 371	55 720	49 963	55 222	35 111	33 178
BAIIA ajusté ¹⁾	80 462	17 366	24 280	18 085	20 191	15 127	22 941	12 085	12 858
Marge du BAIIA ajusté	34,9 %	29,9 %	38,6 %	34,5 %	36,2 %	30,3 %	41,5 %	34,4 %	38,8 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	28 526	3 712	12 090	5 053	7 671	2 678	8 481	1 508	3 365
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté ²⁾	1,17	0,25	0,36	0,26	0,30	0,22	0,36	0,22	0,23
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,41	0,05	0,18	0,07	0,11	0,04	0,13	0,03	0,06
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	0,99	0,21	0,34	0,21	0,23	0,18	0,28	0,16	0,16
PAR ACTION (DILUÉ)									
BAIIA ajusté ²⁾	1,15	0,25	0,35	0,26	0,29	0,22	0,35	0,22	0,23
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,41	0,05	0,18	0,07	0,11	0,04	0,13	0,03	0,06
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	0,99	0,21	0,34	0,21	0,23	0,18	0,27	0,16	0,16
PAR ACTION (DILUÉ) (compte tenu de la rémunération hors trésorerie et des options attribuées)²⁾									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,08	0,23	0,33	0,24	0,28	0,20	0,33	0,20	0,22
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,38	0,05	0,16	0,07	0,10	0,04	0,12	0,03	0,06
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	0,92	0,19	0,31	0,20	0,22	0,17	0,26	0,15	0,15

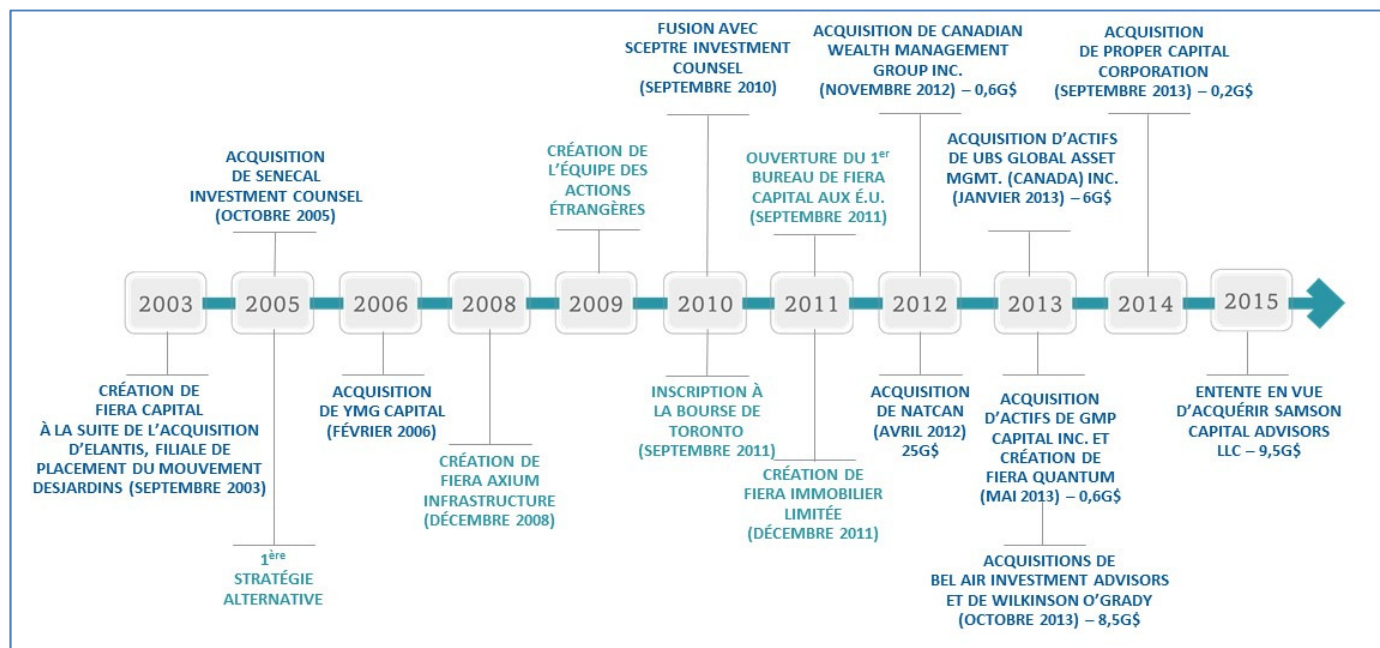
¹⁾ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 41.

²⁾ Cette analyse présume que les droits au titre de toutes les attributions fondées sur des actions en circulation seront acquis et réglés en actions de la Société (dont 3 291 578 options sur actions, 1 482 308 UALR et 540 508 UAR au 31 mars 2015). Les données par action au 30 septembre 2013 et avant cette date ont été retraitées pour assurer la cohérence dans les calculs.

³⁾ Les 12 derniers mois représentent la somme des résultats des quatre derniers trimestres, à l'exclusion des actifs sous gestion, lesquels représentent la moyenne des actifs sous gestion des quatre derniers trimestres.

Analyse des résultats et des tendances

Le schéma présente l'évolution de la Société depuis sa création grâce à une croissance interne réussie et à diverses acquisitions d'entreprises.



Actifs sous gestion

Les actifs sous gestion ont continué de progresser au cours du trimestre considéré en regard du trimestre précédent surtout en raison de l'appréciation des marchés et de l'incidence favorable des taux de change. Au cours du trimestre précédent clos le 31 décembre 2014, les actifs sous gestion ont inscrit une hausse qui s'explique en grande partie par des mandats obtenus auprès de la clientèle des Marchés institutionnels, notamment aux États-Unis, conjugués au raffermissement des marchés et à l'incidence favorable des taux de change. Le trimestre clos le 30 septembre 2014 a enregistré une forte augmentation des actifs sous gestion par rapport au trimestre clos le 30 juin 2014 par suite surtout d'importants mandats obtenus auprès de la clientèle des Marchés institutionnels, principalement aux États-Unis, du raffermissement des marchés et de l'ajout d'actifs suivant l'acquisition de Propel. Quant à la hausse des actifs sous gestion au deuxième trimestre de 2014 en regard du premier trimestre de 2014, elle reflète avant tout le raffermissement des marchés et les nouveaux mandats obtenus, contrebalancés partiellement par la perte de mandats et la contribution nette négative. La hausse des actifs sous gestion au premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013 est surtout attribuable aux nouveaux mandats et au raffermissement des marchés d'un trimestre à l'autre. La hausse des actifs sous gestion du quatrième trimestre de 2013 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2013 s'explique surtout par l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, conjuguée à l'apport des actifs sous gestion issus de nouveaux mandats. Les actifs sous gestion ont augmenté au troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre clos le 30 juin 2013 du fait surtout de l'apport des nouveaux actifs sous gestion issus des nouveaux mandats auprès de la clientèle des Marchés institutionnels, en plus du raffermissement des marchés pendant la période. Les actifs sous gestion ont augmenté durant le deuxième trimestre clos le 30 juin 2013 par rapport aux trimestres précédents non seulement en raison de l'acquisition des actifs de GMP, mais aussi grâce au raffermissement des marchés et au montant supplémentaire net des nouveaux actifs sous gestion.

Produits

Depuis l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson à la fin de 2013, les produits que génère la Société sont répartis de façon équilibrée entre les secteurs Marchés institutionnels, Solutions aux investisseurs et Gestion privée et, depuis, ils ne cessent de croître.

Les honoraires de gestion du trimestre considéré ont été supérieurs à ceux du trimestre précédent en raison de la croissance des actifs sous gestion. Ils n'ont cessé de croître depuis le trimestre clos le 31 décembre 2012, soit depuis les dix derniers trimestres.

Les produits du trimestre précédent clos le 31 décembre 2014 ont connu une hausse importante en raison surtout de l'inclusion des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels, ces honoraires étant généralement comptabilisés tous les mois de décembre. Par ailleurs, les produits tirés des honoraires de gestion au quatrième trimestre de 2014 ont été supérieurs à ceux du troisième trimestre de 2014, ce qui s'explique surtout par la croissance des actifs sous gestion découlant des nouveaux mandats obtenus au cours de la période.

Les honoraires de gestion ont progressé au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2014 eu égard au trimestre précédent clos le 30 juin 2014. La baisse des honoraires de performance survenue au cours du troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014 est imputable au fait qu'ils sont généralement comptabilisés en juin de chaque année. La hausse des produits du deuxième trimestre de 2014 par rapport à ceux du premier trimestre de 2014 tient essentiellement à la montée des honoraires de gestion et des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels. Le trimestre précédent clos le 31 mars 2014 a été caractérisé par une augmentation des honoraires de gestion et des autres revenus par suite de la prise en compte, pour un trimestre complet, des activités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, du montant net des nouveaux actifs sous gestion et du raffermissement des marchés. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, les produits ont progressé par suite de la prise en compte des activités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, ainsi que de la hausse des honoraires de performance tirés des actifs traditionnels et non traditionnels, qui sont généralement perçus au quatrième trimestre. Les produits du trimestre clos le 30 septembre 2013 ont augmenté sous l'effet des contributions nettes positives et des nouveaux mandats. Les produits du trimestre clos le 30 juin 2013 ont aussi progressé par rapport à ceux du trimestre précédent du fait de l'acquisition des actifs d'UBS et de GMP.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a affiché une tendance haussière au cours des huit derniers trimestres. Il a diminué au premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014, en grande partie à cause de la baisse des honoraires de performance qui sont habituellement comptabilisés en décembre de chaque année.

Le BAIIA ajusté a augmenté au quatrième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre du même exercice, en grande partie grâce à la hausse des honoraires de performance qui sont habituellement comptabilisés en décembre de chaque année ainsi qu'à l'augmentation des produits tirés des honoraires de gestion. Il a reculé au troisième trimestre de 2014 par rapport à celui du deuxième trimestre de 2014, du fait surtout du fléchissement des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, ces honoraires étant généralement comptabilisés tous les mois de juin.

Le BAIIA ajusté a augmenté au deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014, en grande partie grâce à la hausse des honoraires de gestion et des honoraires de performance, conjuguée à la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, particulièrement en ce qui a trait à la rémunération variable. Au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2014, le BAIIA ajusté s'est replié par rapport au trimestre précédent, avant tout par suite du recul des honoraires de performance et de l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives. L'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives a découlé pour l'essentiel de la prise en compte, pour un trimestre complet, des activités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, conjuguée à la hausse de la charge de rémunération liée au rendement obtenu par les gestionnaires de placements. Le trimestre précédent clos le 31 décembre 2013 a tiré profit de l'augmentation des produits tirés des actifs sous gestion suivant l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson O'Grady et de la hausse des honoraires de performance, qui sont généralement comptabilisés au trimestre clos en décembre. Le trimestre clos le 30 septembre 2013 a bénéficié de contributions nettes positives, du raffermissement des marchés et des nouveaux mandats. Le trimestre clos le 30 juin 2013 a aussi enregistré une hausse par rapport au trimestre précédent clos le 31 mars 2013 dans la foulée de l'acquisition des actifs d'UBS et de GMP.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté met en rapport le BAIIA ajusté et les produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

La marge du BAIIA ajusté a fluctué dans une fourchette allant de 29,9 % à 41,5 % au cours des huit derniers trimestres. Les trimestres qui ont suivi l'acquisition de Natcan Investment Management Inc. (« Natcan ») en 2012 ont vu leurs marges du BAIIA ajusté varier de 36,8 % à 41,1 % par suite de la hausse des produits ainsi que des économies de coûts issues des synergies suivant l'acquisition. La marge du BAIIA ajusté pour les trimestres clos les 31 décembre 2012 et 2013 a été forte, soit de l'ordre d'environ 41 %, en raison des honoraires de performance élevés qui sont habituellement perçus au quatrième trimestre de l'exercice. Le trimestre clos le 30 septembre 2013 a pour sa part dégagé une marge du BAIIA ajusté de 34,4 % attribuable à l'augmentation globale des frais de vente et charges générales et administratives découlant surtout de la hausse de la rémunération basée sur la performance des équipes de placement. Le trimestre clos le 30 juin 2014 a dégagé une marge du BAIIA ajusté de 36,2 % par suite surtout de la hausse des honoraires de gestion et de celle des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, conjuguées à une baisse des frais de vente et charges générales et administratives, notamment ceux liés à la rémunération variable. La marge du BAIIA ajusté pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2014 a été de 34,5 %. Il s'agit d'une baisse par rapport à celle du trimestre précédent, qui s'explique surtout par la diminution des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont généralement comptabilisés tous les mois de juin. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2014 a été de 38,6 %, en hausse par rapport à celle du trimestre précédent, qui est essentiellement attribuable à l'augmentation des honoraires de performance qui sont généralement comptabilisés tous les mois de décembre ainsi qu'à l'augmentation des honoraires de gestion découlant de la progression des actifs sous gestion. Le trimestre considéré clos le 31 mars 2015 a affiché une marge du BAIIA ajusté de 29,9 % en raison surtout de la baisse des honoraires de performance par rapport à ceux du trimestre précédent.

Compte non tenu des honoraires de performance, la marge du BAIIA ajusté pour le premier trimestre clos le 31 mars 2015 est pratiquement demeurée la même, à 30 %, comparativement à celle du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 et elle est restée stable par rapport au premier trimestre clos le 31 mars 2014.

La marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois s'est établie à 34,9 %, ce qui est comparable à celles de 35,2 % et de 35,8 % présentées au 31 décembre 2014 et au 30 septembre 2014, respectivement. Cette marge établie sur les 12 derniers mois neutralise l'incidence du calendrier des honoraires de performance qui, en général, sont comptabilisés au quatrième trimestre, ainsi que l'incidence de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives des derniers trimestres résultant des diverses acquisitions, et elle donne une meilleure mesure de la performance globale de la Société.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, qui a fluctué dans une fourchette de 1,5 million de dollars à 12,1 millions de dollars au cours des huit derniers trimestres, a subi les effets de diverses mesures qui ont entraîné une hausse des frais de vente et charges générales et administratives ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration. Les honoraires de performance, habituellement comptabilisés au quatrième trimestre, ont aussi joué dans la fluctuation du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le trimestre considéré a été inférieur à celui du trimestre précédent clos le 31 décembre 2014, par suite surtout du recul des honoraires de performance qui sont habituellement comptabilisés au mois de décembre, en partie compensé par l'augmentation des honoraires de gestion découlant de la progression des actifs sous gestion.

Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net ajusté par action attribuable aux actionnaires de la Société est un bon indicateur de la capacité de celle-ci à générer des flux de trésorerie. Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société a fluctué dans une fourchette allant de 0,16 \$ par action (de base et dilué) à 0,34 \$ par action (de base et dilué) au cours des huit derniers trimestres.

Le trimestre clos le 31 mars 2013 a pour sa part affiché un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,13 \$ par action (de base et dilué), en raison notamment de la baisse des honoraires de performance comptabilisés pour cette période. Pour le trimestre à l'étude et le trimestre clos le 30 septembre 2013, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 0,16 \$ par action (de base et dilué). Le trimestre clos le 31 décembre 2013 a affiché un solide résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,29 \$ par action (de base) et de 0,28 \$ par action (dilué), du fait surtout de l'augmentation des honoraires de gestion et de celle des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels qui ont été inscrits au quatrième trimestre de cet exercice. Le premier trimestre de 2014 et le deuxième trimestre clos le 30 juin 2014 ont affiché un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,18 \$ par action et de 0,23 \$ par action (de base et dilué), respectivement.

Au cours du trimestre considéré clos le 31 mars 2015, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 0,21 \$ par action (de base et dilué), en recul par rapport à celui du trimestre précédent du fait surtout de la diminution des honoraires de performance et de gestion. À titre comparatif, il s'élevait à 0,34 \$ par action (de base et dilué) pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie

L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de continuer à générer des flux de trésorerie disponibles à partir des activités d'exploitation supérieurs aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, aux dépenses d'investissement et aux charges d'exploitation courantes. En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux remboursements sur la dette, aux dépenses d'investissement, aux acquisitions d'entreprises et aux rachats d'actions.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 8 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS	
	LE 31 MARS 2015	LE 31 MARS 2014
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	(3 363)	174
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	112	(4 463)
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement	(1 698)	(1 937)
Diminution de la trésorerie	(4 949)	(6 226)
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	1 010	233
Trésorerie à l'ouverture de la période	16 880	21 774
Trésorerie à la clôture de la période	12 941	15 781

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 3,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2015. Ce montant découle des sorties de trésorerie liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat ainsi que des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés de 15,7 millions de dollars, contrebalancé par les entrées de trésorerie liées à l'impôt sur le résultat payé de 3,1 millions de dollars et à la variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 15,9 millions de dollars.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 0,1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2015, en raison des entrées de trésorerie liées au placement à court terme de 1,8 million de dollars, en partie annulées par les sorties de trésorerie liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles de 0,9 million de dollars ainsi qu'aux sorties de trésorerie liées aux variations des créances à long terme et aux frais différés de 0,7 million de dollars.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 1,7 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2015, en raison des sorties de trésorerie liées au règlement de la rémunération fondée sur des actions de 3,5 millions de dollars et aux paiements des intérêts sur la dette à long terme de 1,8 million de dollars, en partie contrebalancées par la hausse de la dette à long terme de 3,2 millions de dollars.

Enfin, l'incidence positive des fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères s'est chiffrée à 1,0 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2015.

Résultat en trésorerie (*)

La Société définit le résultat en trésorerie comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés et de la rémunération hors trésorerie. Le résultat en trésorerie est un indicateur de notre capacité de verser des dividendes, de poursuivre nos activités et d'investir dans de nouvelles activités. La Société estime que son résultat en trésorerie est une mesure importante d'évaluation de sa performance d'exploitation de base.

Le tableau qui suit présente une ventilation du résultat en trésorerie et du résultat en trésorerie par action pour les trimestres clos les 31 mars 2015 et 2014.

Tableau 9 – Résultat en trésorerie et résultat en trésorerie par action (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS	
	LE 31 MARS 2015	LE 31 MARS 2014
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	3 712	2 678
Ajustements au titre de ce qui suit :		
Amortissement des immobilisations corporelles	442	387
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 622	6 308
Rémunération hors trésorerie	1 446	2 279
Variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés	1 152	539
Résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société	13 374	12 191
Résultat en trésorerie par action (de base)	0,19	0,18
Résultat en trésorerie par action (dilué)	0,19	0,18

(*) Le résultat en trésorerie et le résultat en trésorerie par action ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 41.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, le résultat attribuable aux actionnaires de la Société a subi l'incidence négative de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles pour un montant de 7,1 millions de dollars, ainsi que de la rémunération hors trésorerie, de la dépréciation d'actifs non financiers et des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés pour un montant de 2,6 millions de dollars, comparativement à des montants de 6,7 millions de dollars et de 2,8 millions de dollars, respectivement, pour l'exercice précédent. Lorsque ces montants sont rajoutés au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société se chiffrant à 3,7 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), le résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société a atteint 13,4 millions de dollars, ou 0,19 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre clos le 31 mars 2015, comparativement à 12,2 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent.

Dettes à long terme

Tableau 10 – Facilités de crédit (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	31 mars 2015	31 décembre 2014
Facilité à terme	182 257	177 756
Facilité renouvelable	52 683	45 244
Charges de financement différées	(849)	(919)
	234 091	222 081

Facilités de crédit

Au cours du premier trimestre de 2015, la Société a accru de 1,8 million de dollars et de 1,1 million de dollars américains le montant prélevé sur sa facilité renouvelable. Au 31 mars 2015, le montant total de la dette à long terme comprenait une tranche impayée de 41,6 millions de dollars américains sur la facilité à terme et une tranche impayée de 40,1 millions de dollars américains sur la facilité renouvelable (une tranche de 41,6 millions de dollars américains de la facilité à terme et une tranche de 39 millions de dollars américains de la facilité renouvelable demeuraient impayées au 31 décembre 2014).

Selon les modalités de la convention d'emprunt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio de la dette à long terme maximum sur le BAIIA et d'un ratio de couverture minimum des intérêts. Le BAIIA, mesure non conforme aux IFRS, est défini dans la facilité de crédit comme étant, sur une base consolidée, le résultat de l'emprunteur avant les intérêts, l'impôt, les amortissements, les charges non récurrentes et exceptionnelles liées aux acquisitions et d'autres éléments hors trésorerie.

Au cours du premier trimestre de 2015, la Société a modifié les modalités de la convention d'emprunt afin de modifier le ratio de la dette à long terme maximum sur le BAIIA applicable pour la période allant du 30 mars 2015 au 29 juin 2015. Au 31 mars 2015, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives liées à cette convention.

Le 1^{er} mai 2012, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'un notionnel de 108 millions de dollars, aux termes duquel, jusqu'en mars 2017, ses paiements mensuels d'intérêts à taux variable sont échangés contre des paiements d'intérêts au taux fixe de 1,835 %.

Obligations contractuelles et passifs éventuels

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2015, la Société n'avait aucune obligation contractuelle importante autre que celles décrites à la rubrique *Obligations contractuelles* du rapport de gestion pour l'exercice 2014 de la Société.

Engagements

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, la Société a conclu un nouveau contrat de location simple non résiliable visant des locaux pour bureau à New York jusqu'en 2026. Les paiements de location futurs estimés du nouveau contrat de location totalisent 41,2 millions de dollars sur la durée du contrat.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Arrangements hors bilan

Au 31 mars 2015, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, que ce soit en lien avec une garantie, un dérivé (hormis le swap de taux d'intérêt variable-fixe mentionné plus haut) ou des entités à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas pour l'heure à conclure de telles ententes.

Capital social

Au 31 mars 2015, la Société détenait 48 779 661 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 20 022 638 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 68 802 299 actions en circulation, contre 46 803 522 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 20 635 913 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 67 439 435 actions en circulation au 31 mars 2014.

Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

Le tableau ci-après présente les transactions ayant eu lieu au cours du trimestre clos le 31 mars 2015 dans le cadre des régimes d'options sur actions de la Société.

Tableau 11 – Transactions sur options

	31 MARS 2015	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation au 31 décembre 2014	3 346 037	9,32
Attributions	25 000	13,83
Exercices	(46 676)	8,44
Renonciations	(32 783)	10,79
En circulation au 31 mars 2015	3 291 578	9,35
Options exerçables au 31 mars 2015	1 352 896	6,78

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, une charge de 0,2 million de dollars a été inscrite à l'égard du régime d'options sur actions (0,3 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2014).

Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein des régimes d'UALR de la Société au cours du trimestre clos le 31 mars 2015.

Tableau 12 – Transactions sur les UALR

Date d'attribution	30 octobre 2013 Wilkinson O'Grady	30 octobre 2013 Bel Air	1 ^{er} janvier 2014	2 septembre 2014
En circulation au 31 décembre 2014	147 404	1 172 917	307 692	107 692
Attributions	-	8 333	-	-
Règlements	-	(234 583)	-	-
Renoncations	-	-	-	-
En circulation au 31 mars 2015	147 404	946 667	307 692	107 692

Régime d'UALR réglées en titres de capitaux propres

Attributions au 30 octobre 2013

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, 234 583 UALR ont été acquises. La Société a réglé les UALR dont les droits ont été acquis en versant 3,5 millions de dollars en trésorerie plutôt qu'en émettant des actions. La Société a traité la transaction comme un rachat de titres de capitaux propres et a comptabilisé une diminution d'un montant de 3,5 millions de dollars au surplus d'apport. Le règlement en trésorerie de ces UALR découlait de circonstances uniques. La Société prévoit toujours effectuer le règlement des tranches restantes par l'émission d'actions.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, une charge de 0,4 million de dollars a été inscrite au titre de cette attribution d'UALR (1,3 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2014).

Attributions au 1^{er} janvier 2014

Au 31 mars 2015, similairement au 31 décembre 2014, la Société n'est pas d'avis que ces UALR seront acquises. Par conséquent, la Société n'a pas comptabilisé de charge pour ce régime d'UALR au cours du trimestre clos le 31 mars 2015 (0,2 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2014).

Régime d'UALR réglées en trésorerie

Attributions au 2 septembre 2014

La Société a comptabilisé une charge de 0,033 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2015 dans le cadre de ces attributions (néant pour le trimestre clos le 31 mars 2014). Au 31 mars 2015, la Société avait comptabilisé un passif de 0,076 million de dollars (0,043 million de dollars au 31 décembre 2014).

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, la Société a inscrit une charge de 0,8 million de dollars au titre du régime d'UAR (0,5 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2014). Au 31 mars 2015, la Société avait un passif totalisant 3,0 millions de dollars relativement à ce régime (2,2 millions de dollars au 31 décembre 2014). Au 31 mars 2015 et au 31 décembre 2014, il y avait 540 508 UAR en circulation.

Transactions avec des parties liées

La Société a effectué les transactions importantes suivantes avec des actionnaires et des sociétés qui leur sont liées :

Tableau 13 – Transactions avec des parties liées (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS	
	LE 31 MARS 2015	LE 31 MARS 2014
Honoraires de gestion	11 630	10 511
Intérêts sur la dette à long terme	1 826	1 952

Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales. Les sommes à payer aux termes de la facilité de crédit de la Société présentées sous la rubrique « Dette à long terme » sont des montants dus à un consortium de prêteurs qui comprennent deux parties liées à la Société. Le passif au titre des instruments financiers dérivés doit être payé à une société liée.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil et chef de la direction ainsi que le vice-président directeur et chef des finances, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital repose sur les critères publiés dans le rapport *Control-Integrated Framework* (cadre COSO de 2013) publié par le *Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission* (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef des finances, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF au 31 mars 2015 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 31 mars 2015.

INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de marché, risque lié aux fluctuations des cours boursiers, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Une analyse des risques et de la gestion de ces risques est présentée à la rubrique *Instruments financiers* du rapport de gestion pour l'exercice 2014 de la Société. La Société n'a relevé aucun changement important aux facteurs de risque touchant ses activités ni à la gestion de ces risques.

GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société se compose du capital social, (du déficit) des résultats non distribués et de la dette à long terme, y compris la partie courante de cette dernière, déduction faite de la trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives relatives à la dette.

Afin de maintenir sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, contracter une dette supplémentaire, rembourser des titres d'emprunt, et acquérir ou céder des actifs pour accroître sa performance et sa marge de manœuvre financières.

Pour se conformer aux règlements des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société doit conserver au moins 100 000\$ en capital, tel qu'il est défini dans le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*.

Au 31 mars 2015, la Société se conformait à l'ensemble des exigences réglementaires et dispenses liées à sa dette.

JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion intermédiaire renvoie aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 mars 2015. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes. Les méthodes comptables pour lesquelles la direction doit poser de pareils jugements et estimations sont décrites sous la rubrique *Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations* du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

Adoption de nouvelles IFRS

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. Leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers; elle pourrait toutefois influencer sur la comptabilisation des transactions futures et des arrangements ainsi que sur la présentation d'informations financières dans les états financiers annuels 2015 de la Société.

Améliorations annuelles des IFRS (cycles 2010-2012 et 2011-2013)

En décembre 2013, l'IASB a publié les améliorations annuelles issues des cycles 2010-2012 et 2011-2013, lesquelles comprennent des modifications de portée limitée apportées à un ensemble de neuf normes. Les modifications qui pourraient s'appliquer à la Société comprennent des modifications permettant de clarifier des éléments, comme la définition de « condition d'acquisition de droits » de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, les informations à fournir en ce qui a trait à un regroupement de secteurs opérationnels conformément à l'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, l'évaluation des créances et des dettes à court terme selon l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, la définition de « partie liée » de l'IAS 24, *Information relative aux parties liées*, ainsi que d'autres modifications. La plupart des modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

IFRS publiées mais non encore adoptées

La Société n'a pas appliqué les IFRS nouvelles et révisées suivantes, qui sont publiées, mais qui n'ont pas encore été adoptées :

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a finalisé l'IFRS 9, combinant les étapes portant sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture du projet de l'IASB. L'IFRS 9 établit un modèle unique devant servir au classement et à l'évaluation des actifs financiers en fonction à la fois des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et du modèle économique qui consiste à détenir des actifs financiers. De plus, l'IFRS 9 prescrit un nouveau modèle de dépréciation applicable aux actifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Cette version intègre un nouveau modèle de dépréciation des pertes attendues et apporte des modifications de portée restreinte au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 remplace l'IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, et doit être appliquée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Cette norme doit être appliquée de manière rétrospective et l'adoption anticipée est permise.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. Cette nouvelle norme établit un cadre de référence général pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, à l'exception des contrats inclus dans le champ d'application des normes qui portent sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. L'IFRS 15 doit être appliquée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Cette norme doit être appliquée de manière rétrospective. L'application anticipée est permise.

Modifications de l'IFRS 11, Partenariats

En mai 2014, l'IASB a publié une modification à cette norme qui stipule que la comptabilisation s'appliquant aux regroupements d'entreprises doit être utilisée pour comptabiliser l'acquisition de participations dans une entreprise commune qui constitue une entreprise. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Modifications de l'IAS 38, Immobilisations incorporelles, et de l'IAS 16, Immobilisations corporelles

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à ces normes visant à introduire une présomption réfutable selon laquelle les méthodes d'amortissement basées sur les produits en ce qui a trait aux immobilisations incorporelles sont inappropriées. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'application anticipée est permise.

Modifications de l'IFRS 10, États financiers consolidés et de l'IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

En septembre 2014, l'IASB a publié des modifications à ces normes visant à clarifier le traitement de la vente ou de l'apport des actifs d'un investisseur à ses entreprises associées ou coentreprises. La comptabilisation intégrale des profits et des pertes découlant de la vente ou de l'apport d'actifs qui constituent une entreprise est maintenant exigée, tout comme la comptabilisation partielle des profits ou des pertes des actifs qui ne constituent pas une entreprise. Les modifications s'appliquent de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'application anticipée est permise.

Améliorations annuelles des IFRS (cycles 2012-2014)

En septembre 2014, l'IASB a publié les améliorations annuelles issues des cycles 2012-2014, lesquelles comprennent des modifications de portée limitée apportées à un ensemble de quatre normes. Les modifications qui pourraient s'appliquer à la Société comprennent des modifications permettant de fournir : des indications propres aux cas où une entité reclasse un actif classé comme étant disponible à la vente en tant qu'actif classé comme étant détenu en vue de sa distribution, et vice versa, dans l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*; des indications additionnelles pour déterminer si un lien est conservé avec l'actif transféré dans le cadre d'un mandat de gestion et des précisions sur les informations à fournir sur la compensation dans les états financiers intermédiaires résumés dans l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*; des précisions sur le fait que les obligations de haute qualité utilisées pour estimer le taux d'actualisation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être libellées dans la même monnaie que les prestations payées conformément à l'IAS 9, *Avantages du personnel*; des précisions sur l'expression « ailleurs dans son rapport financier intermédiaire » utilisée dans l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*; ainsi que d'autres modifications. La plupart des modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2016 et l'application anticipée est permise.

Modifications apportées à l'IAS 1, Présentation des états financiers

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à cette norme qui visent à améliorer la présentation et les informations à fournir en présentation de l'information financière. Ces modifications de portée limitée sont axées sur l'importance relative et comportent des précisions sur les postes devant être présentés dans les états financiers. Les modifications s'appliquent de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'application anticipée est permise.

La Société est toujours en voie d'évaluer l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le BAIIA ajusté correspond à la différence entre, d'une part, le total des produits et, d'autre part, le total des frais de vente et charges générales et administratives (à l'exclusion de la rémunération hors trésorerie) et des frais des gestionnaires externes.

Le résultat net ajusté correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés, la dépréciation d'actifs non financiers après impôt, les frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Le résultat en trésorerie correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés, la dépréciation d'actifs non financiers après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement. Les mesures non conformes aux IFRS, comme leur nom l'indique, ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Bien que nous considérions les éléments exclus du calcul des mesures non conformes aux IFRS comme des éléments non récurrents et moins pertinents aux fins de l'évaluation de notre performance, certains de ces éléments pourraient se reproduire et ainsi réduire notre trésorerie disponible. À notre avis, la présentation des mesures non conformes aux IFRS décrites précédemment est ici indiquée. Cependant, comme ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires. En outre, comme il est possible que d'autres entreprises calculent des mesures non conformes aux IFRS différemment, ces mesures ne peuvent donc pas nécessairement être comparées avec des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent se répercuter sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2014 de la Société, sous la rubrique Risques liés aux activités. La Société n'a pas observé de changements importants dans ces facteurs de risque qui pourraient se répercuter sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

